

« LA RÉPUBLIQUE AU VILLAGE » : QUOI DE NEUF ?

Ce titre piquant, choisi par les organisateurs de notre colloque, est probablement à double entente. En termes généraux, « la République au village » peut évoquer « l'opinion et la vie politiques en milieu rural sous la Deuxième République », vaste champ d'études ; mais, en termes plus précis, il fait aussi allusion à l'ouvrage de ce nom, publié par l'auteur de ces lignes en 1970 (chez Plon, dans une collection dirigée par Ph. Ariès et R. Mandrou ; ouvrage repris à partir de 1979 par les éditions du Seuil). C'était seulement le tiers d'une thèse de doctorat, elle-même consistant en une monographie de département, celui du Var ; le livre a cependant obtenu et gardé une notoriété supérieure à celle des « thèses départementales » classiques, faisant l'objet de plusieurs réimpressions ainsi que de traductions en anglais et en italien ; il attirait l'attention en effet par un de ses aspects, la présentation d'un certain modèle de politisation des paysans, modèle tantôt apprécié comme singulier, et tantôt discuté comme... discutable.

C'est de cette *République au Village*, que nous allons surtout parler, au risque de sembler faire un choix narcissique, mais en le justifiant par l'intérêt intellectuel plus grand qui s'attache aux discussions plus précises.

Car nous ne manquons pas de vues d'ensemble récentes, très claires, très informées, très pertinentes, sur la question de la politique en milieu rural sous la Deuxième République. Citons l'article de Gilles Pécout dans la livraison de 1994 de la revue *Histoire et sociétés rurales*, et en dernier lieu ceux

de R. Huard, P. Lévêque et L. Hincker dans le numéro 14 (1997-1) de la *Revue d'histoire du XIX^e siècle*. J'y renvoie mes auditeurs, si tant est que ce soit encore nécessaire.

La République au Village a été achevée il y a plus de trente ans, dans l'été de 1967. Mais la soutenance de thèse en Sorbonne n'a eu lieu qu'en juin 1969 (on se souvient qu'en 1968 on ne se livrait pas à ce genre d'exercice...) et la publication, donc, en 1970.

J'ai toujours été sensible aux critiques, et accessible à l'autocritique – plus sans doute qu'il n'est habituel. J'ai très tôt enregistré la parution, avec la thèse d'Alain Corbin, *Archaisme et modernité en Limousin au XIX^e siècle 1845-1880*¹, de l'existence de situations différentes (les paysans du Limousin vivent en hameaux et non pas en « villages urbanisés », leur enthousiasme républicain de 1848 retombe en 1850, et ils ne s'opposent donc pas au coup d'État, ils redeviendront « rouges » vers 1880 seulement); à la même époque le public français faisait un succès aux considérations hyper-critiques de Théodore Zeldin (*France 1848-1914*)², sur l'inadéquation de la politique républicaine au milieu paysan. J'ai exposé cela, et j'ai affiné et relativisé « mon » modèle dans deux réunions qui ont donné lieu à publications, le Colloque franco-irlandais de Dublin organisé en 1977 par François Furet³, et le Séminaire du Centre Pierre Léon de l'Université de Lyon II organisé par Yves Lequin en 1976⁴. Lorsque d'autres critiques sont venues, notamment celles d'Eugen Weber, proposant une chronologie plus tardive pour la transformation des « paysans » en « français » – c'est-à-dire, en somme, en citoyens, celles aussi de Peter McPhee, j'en ai fait état en acceptant certains correctifs dans une conférence donnée en 1990 à l'École française de Rome associée à l'Université La Sapienza, et mon texte a été largement publié, en italien puis en français⁵. Je ne saurais être accusé de poser au mandarin inaccessible aux débats qui le mettent en cause.

1. Paris, 1975 (2 vol.).

2. Oxford Modern History, 2 vol., 1975-77, traduit en français sous le titre *Histoire des passions françaises* (Paris, 5 vols., 1978-79).

3. *Irlande et France XVII-XX^e siècles. Pour une histoire rurale comparée*, s.d. L.M. CULLEN et F. FURET, Paris, 1977.

4. *Bulletin du Centre de Recherche Pierre Léon*, Université de Lyon, 1976.

5. Eugen WEBER, *Peasants into Frenchmen. The modernization of rural France 1870-1914*, Stanford University Press, 1977, trad. fr. sous le titre *La fin des terroirs*, Paris, 1983.

Du même auteur, « The Second Republic, politics and the peasants », in *French Historical Studies* (automne 1890). De Peter Mac Phee, « On rural politics in XIXth century France », in *Comparative Studies in Society and History*, Cambridge, avril 1981. Du même auteur, on peut lire aujourd'hui *Les Semailles de la République*. Notre discussion sous le titre « 1848, le suffrage universel et la politisation des campagnes françaises » dans Maurice Agulhon, *Histoire vagabonde III*, Paris, 1996.

Entre temps, les éditions du Seuil m'avaient confié la rédaction de l'histoire de la Deuxième République pour constituer le tome VIII de la *Nouvelle histoire de la France contemporaine* de la collection de poche « Points histoire ». J'ai fait accepter pour titre *1848 et l'apprentissage de la République*, ce qui signifiait d'une part que la République, comme régime, institution, idéologie, globalement, faisait alors une expérience décisive pour son avenir, et d'autre part que, dans des régions comme la Provence, des masses importantes d'électeurs apprenaient pour la première fois à l'apprécier. Par ce deuxième aspect des choses, mon manuel d'histoire nationale était quelque peu dans le sillage de la thèse « Varoise ». Quoiqu'il en soit de la légitimité de cette filiation, la formule a rencontré le succès. Les titres de livre ou d'articles du type « l'apprentissage de (ceci ou de cela) » sont aussi répandus que ceux du type « (ceci ou cela) au village »... Le plus récent, et le meilleur, de ces titres contient l'attaque la plus précise et la plus explicite : il s'agit de *L'apprentissage de la politique moderne* par Christine Guionnet⁶, préfacé par Pierre Rosanvallon, dont nous parlerons plus loin.

Le contenu de l'ouvrage de 1970

Le point de départ était « labroussien » donc marxiste. Pourquoi les classes populaires prennent-elles parfois des options nouvelles, voire révolutionnaires, soit sous forme d'opinions radicales, soit sous forme de mouvements violents ? L'essentiel de la thèse cherchait du côté des conditionnements économiques et sociaux, étudiant de façon très classique les conditions de vie, les rapports sociaux, les conflits, les révoltes. *La vie sociale en Provence intérieure*⁷ en retraçait les origines depuis le milieu du XVIII^e siècle ; l'étude (formant un livre à part) sur *Toulon*⁸ décrivait la condition ouvrière, les premières associations et les premières grèves ; et enfin la *République au village* s'attachait d'abord à une classe ouvrière en milieu rural (les bouchonniers des Maures) en termes de conflits salariaux, de grèves, de luttes, de prise de conscience ; puis, se consacrait surtout, aux paysans. Avec eux, l'histoire était bourrée de problèmes de vente de vin, d'impôts sur les vins, de partage des communaux, de droit d'usage dans les forêts, etc.

Il était un peu plus original sans doute, reprenant la remarque d'un journaliste du Second Empire, Eugène Tenot, de réfléchir au fait qu'un même cli-

6. *L'apprentissage de la politique moderne. Les élections municipales sous la Monarchie de Juillet*, Paris, 1997.

7. Paris, (Société des études robespierristes), 1970.

8. *Une ville ouvrière au temps du socialisme utopique, Toulon de 1815 à 1851*, Paris et La Haye, 1970.

mat ou, pour mieux dire, un même conditionnement de protestation collective avait pu se couvrir de drapeaux différents suivant les époques. Une détresse sociale qui pousse les pauvres à se révolter peut les rendre faciles à enrôler dans la Contre Révolution (la Vendée bocagère contre les bourgeoisies urbaines) ou dans la Révolution (les paysans contre les châteaux). Le premier relève plutôt du passé lointain, le second du présent. En Russie les moujiks ont fait du Pugačev⁹ avant de faire du bolchévisme. La Provence a vu les drapeaux préférés par le peuple rural se succéder assez rapidement, encore blanc vers 1815, rouge à la veille même de 1848. Il apparaît que sous la Deuxième République, en ce pays, la politique républicaine a réussi plus aisément qu'une politique de type chouan à capter le radicalisme social des milieux populaires. J'ai donc essayé de faire l'inventaire des causes possibles de l'avantage qu'avait (à cette époque et dans ce département), la propagande des milieux républicains sur celle des forces conservatrices.

Dans la construction de ma thèse (qui formait l'ensemble des trois ouvrages déjà cités, entre lesquels j'avais dû le démembrer pour la facilité de l'édition), cette recherche politique constituait une partie minoritaire, une esquisse finale, une sorte d'ouverture vers d'autres travaux possibles. Les formes et les modalités de la républicanisation de l'opinion paysanne ne formaient pas l'objet majeur du livre mais un débouché latéral, une série de suggestions. Je ne pouvais pas savoir que c'est cela qui intéresserait le plus !

Je le répète, l'objet majeur, l'axe du projet et la somme des plus laborieuses recherches, c'était bien, dans les sillages de Marx et de Labrousse, mais aussi de Georges Lefebvre, d'André Siegfried, d'Albert Soboul, la lutte des classes en milieu paysan. Et cela est si vrai que, dans les récits ultimes sur la résistance au coup d'état de décembre 1851, j'ai à nouveau mis l'accent avec force sur la présence déterminante de la lutte des classes dans celles des communes où les mobilisations républicaines avaient eu les succès les plus massifs. Si je m'étais proposé de faire un livre d'histoire politique et politologique sur le parti républicain dans le Var, je ne me serais pas contenté de *mentionner* les effets locaux de la loi municipale de 1831, je les aurais *étudiés*, et l'on ne pourrait pas me reprocher implicitement aujourd'hui de ne l'avoir pas fait ! De même ne me serais-je pas contenté de *mentionner* l'existence avérée d'une bourgeoisie de village intellectuellement émancipée, et celle de son possible rayonnement social, j'aurais *étudié* ces jeunes bourgeois dans leur vie d'étudiant à Aix ou à Montpellier, dans l'inventaire de leurs bibliothèques, dans leur clientèle d'avocats, etc. Tel était le livre à faire.

9. Pougatcheff en graphie française usuelle. Jacquerie, ponctuée d'incendies volontaires, au XVIII^e siècle.

Discussions théoriques

A vrai dire, l'ouvrage non fait, mais qui aurait pu se faire, l'ouvrage dessiné en quelque sorte en pointillé, a été surtout critiqué pour ses présupposés idéologiques implicites, car l'on m'a toujours prêté plus d'ambition théorique que je n'en ai eu.

Il est encore un titre qui a frappé, et qui a été souvent cité et répété, un simple titre de chapitre cette fois, « la descente de la politique vers les masses »¹⁰. J'entendais par là l'arrivée à l'esprit des paysans de la connaissance des idées et des institutions élaborées dans le monde bourgeois, connaissance transmise jusqu'à eux par divers intermédiaires. Il a toujours existé des intermédiaires entre l'État et le paysan enfermé dans son village : cela a pu être jadis le curé ou le châtelain, plus récemment l'instituteur ou le cabaretier ; dans le Var de 1830-1840 j'avais donc suggéré que toute une classe, celle des « bourgeois de village », avait pu jouer ce rôle, ce qui était un cas de figure moins classique. Dire cela ne signifiait ni que j'eusse du mépris pour les paysans et de l'amitié pour les bourgeois, ni que je fusse un adepte d'une certaine « théorie de la modernisation » dont j'ignorais même l'existence. Ce n'est pas mépriser les classes populaires que de rappeler qu'elles ont été pendant des siècles exploitées et misérables, donc privées de toute instruction un tant soit peu élaborée, et que l'instruction, émancipatrice par nature, auxiliaire de la vie quotidienne et plus encore du progrès possible, est bien venue de quelque part : des milieux sociaux qui la possédaient déjà ! Même les bolchévistes, qui, loin de mépriser le peuple, étaient plutôt portés, au contraire, à l'idéaliser, ont toujours professé que la théorie avait été conçue par Marx et Engels, intellectuels bourgeois patentés, puis enseignée aux ouvriers, avant la Révolution, par des militants d'origine bourgeoise ou petite-bourgeoisie, Lénine, Staline (ou Mao, ou Chou en Lai), et leurs compagnons. Que l'instruction théorique aille normalement des classes qui l'ont aisément acquise à celle qui en étaient « naturellement » privées, c'est un fait universel, et une évidence de bon sens. Quant au fait d'appeler « descente » ce genre de processus, descente, donc, d'un « haut » vers un « bas », il n'implique aucun mépris pour les gens du bas, il ne fait qu'utiliser le schéma sémantique archibanal et purement descriptif de la hiérarchie sociale. Ce n'est pas moi qui ai inventé la métaphore de la pyramide ! Et ceux qui me connaissent savent bien que mes votes de citoyen sont aussi antihierarchiques que ceux de mes contradicteurs, et parfois davantage. Quant à la modernisation, je n'en ai jamais fait la théorie générale, j'ai seulement constaté comme tout le monde que, dans l'aire culturelle qui est la nôtre (Europe occidentale et Amérique du Nord), et dans la période que je connais le mieux (du

10. Dans *La République au village*, première partie, première section, chapitre 6.

XVIII^e au XX^e siècles), il existe une histoire de la démocratie libérale, comportant une apparition sporadique suivie d'une extension, une fragilité suivie de consolidation, des tâtonnements suivis d'institutionnalisation plus banale, et que cette évolution constitue l'un des fils conducteurs de notre histoire politique. Je n'ignore ni qu'il existe d'autres fils conducteurs dans l'histoire de notre destinée globale, ni qu'il est possible que la démocratie libérale dont nous jouissons aujourd'hui se gâte, décline et se fragilise, vieillissant et dépérissant au XX^e siècle comme elle a grandi et mûri au XIX^e siècle. Mais c'est du XIX^e siècle qu'il était question dans ce débat, et non de spéculation cosmique.

La modernisation politique commence-t-elle en 1848 ? ou en 1870 ? J'aurais eu le tort de soutenir la première proposition en généralisant l'exemple du Var et des quelques autres départements « rouges ». Eugen Weber au contraire pense que la « modernisation de la France rurale » par la véritable transformation de « Peasants into Frenchmen » (entendons les « Paysans » bornés à une conscience de paysans en paysans conscients d'être des citoyens « français ») est l'œuvre de la Troisième République. On pourrait se contenter d'un arbitrage banal mais plausible en disant que ma thèse est vraie pour les paysans de quelques départements d'avant-garde, et celle de Weber pour les autres, c'est-à-dire pour la majorité. Mais Weber ne s'en tenait pas là et, poussant plus loin l'attaque, considérait que nos paysans républicains du « Midi rouge » naissant vers 1848 n'offraient qu'une illusion de politique : ce n'était pas les citoyens idéals puisque leurs opinions électorales (ou militantes) étaient généralement massives dans le cadre communal, donc collectives, voire grégaires, et que leurs chefs de file étaient empruntés aux classes dirigeantes ; deux signes avérés d'arriération, de tradition ou de conformisme. Un vrai républicain – pensait Weber avec raison – est individualiste, il suit sa conscience et non pas quelque collectif ; et il fait représenter le peuple par le peuple, et non par un notable. J'ai déjà eu l'occasion de répondre¹¹ que les cas de « vraie politique » (ces communes vraiment divisées en partis, de leaders politiques vraiment issus du peuple...) étaient déjà perceptibles dans *la République au village* (ou dans la « région alpine » de Philippe Vigier)¹². Et que, dans l'ensemble, le républicanisme des Varois de 1848 devait bien être assez authentique puisqu'il avait amené un grand nombre d'entre eux à résister au coup d'état, à soutenir l'opposition au Second Empire, dès qu'elle fut possible dans les années 1860, et à étayer la République naissante des années 1870.

Le fait de n'avoir pas analysé en détail (j'en ai déjà exprimé le regret tout

11. Dans *Histoire vagabonde*, cité ci-dessus, note 5.

12. Le grand historien de la province française au cœur du XIX^e siècle, à qui E. Weber me faisait parfois l'honneur de m'associer. On se souvient de *La Seconde République dans la région alpine, étude politique et sociale*, 2 vol., Paris, 1963.

à l'heure), les modalités de la vie politique varoïse avant et après la Révolution de février affaiblit certainement ma démonstration générale. Mais je ne saurais être soupçonné d'avoir plaqué naïvement l'image du civisme Troisième République sur celle des agitations rurales de la Deuxième. L'imputation d'anachronisme impliquée par ce reproche ne saurait m'atteindre puisqu'au contraire la *République au Village* mettait l'accent avec insistance en les décrivant, sur les différences d'esprit, des mœurs, de comportement qui existaient entre les électeurs paysans républicains du Var et les électeurs bourgeois, ouvriers, parisiens... Quoi de commun, ai-je écrit en substance, entre les paysans de Baudinard et, disons, Ledru-Rollin ? – le bulletin de vote, donc le choix d'opinion. Quoi de différent ? – à peu près tout le reste, et notamment, dans la tête, « la mentalité ».

L'ouvrage a pu paraître comme un plaidoyer pour la reconnaissance de la distinction entre opinion (ou idéologie) et mentalité, donc pour la légitimation de l'usage dans le champ politique de la nouvelle « histoire des mentalités collectives », donc en définitive, pour une réduction a priori des tentatives de l'anachronisme en histoire politique.

La méfiance pourtant, ne cesse pas. La vie des campagnes françaises du siècle dernier est de plus en plus étudiée, avec une volonté d'authenticité qui vise à traverser l'illusion politique, toujours prête à rabattre le passé sur le présent ; une volonté d'authenticité qui veut au contraire se nourrir de la conceptualisation anthropologique, présumée plus générale. Dans la violence révolutionnaire, ce serait en somme l'idée de « violence » qui serait permanente et essentielle, « révolutionnaire » qui serait plus rare, illusoire et daté. Alain Corbin par exemple s'exprime ainsi : « Il est à peine besoin de dire, tant cette fonction a jusqu'à ce jour retenu, pour ne pas dire monopolisé, l'attention des historiens, que la violence peut, tout au contraire, viser la destruction d'un ordre ou tout au moins révéler le dysfonctionnement d'un système social, en période de rapide modification des structures. Reste qu'il n'apparaît pas que dans les campagnes françaises ce projet ait été le plus fréquent. La turbulence exprime plus souvent à cette époque, une volonté de maintien, de résistance, de protection contre le retour d'un ordre passé ou contre l'irruption trop brutale de la modernité, ou bien encore celle d'une adapta-

13. Dans « Histoire de la violence dans les campagnes françaises », in *Ethnologie française*, t. 21, juillet-sept. 1991, texte reproduit aussi par F. DEMIER dans son « Comment naissent les révolutions : cinquante ans après », in *Revue d'Histoire du XIX^e siècle. 50 ans de recherches sur 1848*, numéro spécial, n° 14, 1997-1, p. 39. La tendance à accuser les historiens de ma génération d'avoir surestimé ou surévalué la part du politique (ou du moins de la politique de type moderne) dans les agitations rurales se retrouve également dans divers passages de l'ouvrage, par ailleurs passionnant, du même auteur, A. CORBIN, *Le monde retrouvé de Louis-François Pinagot. Sur les traces d'un inconnu 1798-1876*, Paris, 1998.

tion, que le désir de subversion, de renversement, en un mot de révolution »¹³.

Je ne pense pas que mes travaux soient visés par ces remarques, mais, s'ils l'étaient, ce serait à tort. J'adhère en effet aux jugements que l'on vient de lire. Je n'ai jamais laissé entendre que tous les troubles agraires plus ou moins violents qui ont parsemé les campagnes françaises ont incité les paysans malheureux qui en étaient les acteurs à s'enthousiasmer pour la République et pour le progrès et à voter « rouge » à la première occasion. Plus fréquent est le cas où le paysan moyen est capable, alternativement, de lapider, un jour de colère, le garde forestier, le gendarme ou le percepteur, et trois mois après, sa fureur retombée, de voter comme les « messieurs » du pays, pour le candidat recommandé par le sous-préfet. La violence populaire, effective ou latente, issue des dysfonctionnements sociaux était partout, tandis que sa canalisation ou son utilisation par le parti du changement politique était, au contraire, en 1848-51, sporadique. Mais c'est l'un de ces cas de rareté que *La République au village* concernait, avec le souci d'étudier *comment* ce passage pouvait s'expliquer *là où* il avait eu effectivement lieu. Et accessoirement, dans le sillage des questions posées naguère par André Siegfried, de savoir pourquoi le processus de politisation radicale des situations de malaise social avait mieux réussi, ou réussi plus tôt, dans telle région que dans telle autre.

Nous n'avons jamais proposé de déterminisme sommaire qui fasse sortir « la révolution » de la « violence sociale ». Même les histoires les plus marxistes du mouvement ouvrier savent bien que pendant trois siècles les ouvriers ont fait des « révoltes » et des grèves sans cesser d'être bien pensants (ou pas pensant du tout...); jusqu'à ce, que, en tel lieu, en telle circonstance, tel militant apporte la « conscience ». Nous n'avons pas surévalué « la politique », nous avons tenté de mieux la comprendre, et d'en comprendre la présence, là où cette présence paraissait jusque là surprenante. Notre anthropologie du politique en 1848 restait encadrée dans la problématique de la diversité régionale.

Cependant, si d'un côté l'on tendait à nous reprocher de mettre dans ces histoires plus de politique qu'il n'y en avait, de l'autre, nous étions soupçonnés de n'en pas mettre assez... Mais c'est qu'il y a politique et politique.

C'est ici qu'il nous fait revenir à *l'apprentissage de la politique moderne* de Christine Guionnet, excellent ouvrage, dont nous publierons ailleurs une recension plus étendue. Mais il faut le citer ici parce que son maître et préfacier, Pierre Rosanvallon, en fait une sorte de manifeste qui me vise, cette fois, explicitement (associé, d'ailleurs, un peu bizarrement, à Eugen Weber, qui pourtant me contredisait). On citera ici plus longuement : « Ces œuvres pionnières (de M. Agulhon et Eugen Weber) ont présenté une

interprétation du processus de politisation, de « l'apprentissage de la politique moderne » que l'on peut très schématiquement résumer de la manière suivante : la modernisation consisterait en une réduction progressive de la dichotomie entre des milieux urbains cultivés, traversés par des débats politiques d'ampleur générale, et des populations rurales plus apolitiques, peuplés d'électeurs dominés et soumis aux notables. Ce que Maurice Agulhon a appelé « la descente de la politique vers les masses » n'est qu'une autre façon de qualifier cette diffusion progressive des idées politiques « modernes » en direction des campagnes.

Au rebours de cette vision diffusionniste, qui présuppose l'existence d'un « noyau politique moderne » – sur la constitution duquel on ne dit généralement rien – Christine Guionnet propose une lecture de type anthropologique. Elle montre très bien à partir d'études précises de cas comment la forme politique dite moderne (l'élection concurrentielle) s'est longuement inscrite à la ville comme à la campagne – dans des représentations du social qui restaient fortement communautaires. C'est à l'analyse de ce « neuf dans le vieux » qu'elle consacre les chapitres les plus puissants et les plus neufs de son livre. Elle souligne notamment fort bien la rémanence des approches unanimistes du politique, dans les villes comme dans les campagnes, qui témoignent des réticences à concevoir l'ordre politique dans un univers du type pluraliste ».

Je ne reviens pas sur l'accusation de « diffusionnisme ». Il ne me paraît guère niable, je le maintiens, que les classes dites supérieures aient été éclairées avant les classes populaires, et que, d'autre part, dans la pensée du temps de la Révolution, l'idée de souveraineté du peuple exercée par le vote et celle de la confrontation d'opinions (donc de partis) permise par la liberté aient été présentes. L'étude des nuances successives de la formulation et de la formalisation de ce système, dont notre démocratie libérale est l'aboutissement, n'était pas l'objet de ma thèse. J'ai déjà dit que je n'avais pas étudié non plus le déroulement, ni le climat, ni les thèmes implicites des élections locales des années 1840 (ce que C. Guionnet s'est proposé de faire et a fait magistralement). Je me suis contenté d'en donner la mention générale, pour avancer l'idée que l'importance séculaire de la vie communale, donc municipale, dans les gros villages de Basse-Provence, avait probablement, constitué un terrain favorable à la politisation démocratique appelée par le suffrage universel, mais inégalement accomplie selon les régions. Le défaut que je dois me reconnaître tient au vocabulaire (et par conséquent à la conceptualisation) du politique. Je l'ai d'ailleurs déjà écrit et publié¹⁴. J'ai certainement eu tort de réserver le mot de politique à la désignation de

14. Dans le texte déjà cité d'*Histoire vagabonde* (voir p. 82).

la politique moderne telle que nous la concevons et pratiquons aujourd'hui, telle que la souhaitaient les institutions de 1848, et telle – je le maintiens – que la pratiquaient déjà quelques milieux d'une intéressante avant-garde. Par rapport à ce finalisme naïf, à cette politique démocratique quelque peu idéalisée, les pratiques électorales de la quasi-démocratie municipale rurale qui existait sous Louis-Philippe depuis la loi de 1831 m'apparaissent implicitement comme un déficit ou une absence de politique, Rosanvallon et Guionnet y verraient plutôt une politique autre, de la politique autrement, une étape antérieure dans l'histoire *du* politique. Soit.

Pour opposer les deux ouvrages en balance en revenant sur leur visée et sur leur contenu majeur, je dirais que celui de *La République au village* était l'étude du passage, a priori non évident, de mécontentements économiques et sociaux archaïques à un vote d'opinions politiques radicales ; tandis que celui de *l'Apprentissage de la politique moderne* consistait à montrer que l'opinion politique dans les premiers temps de son expression institutionnelle par le vote n'avait pas les mêmes structurations qu'aujourd'hui : l'électeur orléaniste ordinaire, par exemple, ne tenait pas le républicain ou le légitimiste comme le porteur d'une différence acceptable mais comme un scandale, ou un ennemi ; le villageois ordinaire ne tenait pas la présence de partis au village pour une conséquence normale de la compétition mais pour une division maléfique, rompant l'union familiale de la communauté, etc.

Il faudra un siècle de vie républicaine pour que s'atténuent ces passions et ces communautarismes (ont-ils complètement disparu aujourd'hui ?) et pour qu'une démocratie véritablement libérale fasse accepter les diversités partisans, acceptation qui ne va pas sans une véritable mais difficile relativisation par chacun de son propre choix d'idées.

Les institutions de 1830-31 et celles de 1848 étaient fondées sur le type moderne (actuel) de la démocratie, et leur mise en œuvre (bien acceptée ici, chaotique ailleurs) a favorisé ipso facto le lent passage de la politique de type ancien à la politique du type actuellement retenu. Il est bien vrai que nos *institutions* démocratiques ont largement devancé, dans la plupart des lieux, l'adoption des *conceptions* démocratiques modernes – et c'est sur cela qu'insistent mes contradicteurs. J'observerais pour ma part que l'adoption et la pratique des institutions ne pouvaient que faciliter l'apprentissage des conceptions. Chacun doit pouvoir s'entendre sur ces deux conclusions conjointes.

Au-delà, pouvaient se produire quelques tâtonnements, traversés de quelques intuitions. *La République au village* est le produit d'une école clas-

sique, ou classico-labroussienne, frottée d'économie et de sociologie; à l'époque de sa conception, l'arrivée dans notre champ d'étude de la science politique et de l'ethnologie était trop récente pour être utilisée pleinement.

Quant à savoir si – et jusqu'à quel point – un ouvrage reconnu comme limité et dépassé a pu exercer quelque influence utile dans le cheminement d'une réflexion collective, ce n'est pas à nous de le dire.

Maurice AGULHON